



SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour :

Débat général (suite)

Discours de M. Jalili (Afghanistan)	345
Discours de M. Chňoupek (Tchécoslovaquie)	350
Discours de M. Al-Khalifa (Bahreïn)	354
Discours de M. Keutcha (République-Unie du Cameroun)	357

Président : M. Indalecio LIEVANO (Colombie).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Débat général (suite)

1. M. JALILI (Afghanistan) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, mon premier geste en m'adressant à cette assemblée sera de vous transmettre et, par vous, de transmettre à toutes les nations éprises de paix représentées ici les salutations sincères et fraternelles de notre grand et vénéré dirigeant, Noor Mahommad Taraki, secrétaire général du Comité central du parti démocratique populaire d'Afghanistan, président du Conseil de la révolution et premier ministre de la République démocratique d'Afghanistan, et de communiquer son message d'amitié, de solidarité et ses meilleurs souhaits pour la conclusion heureuse de nos débats dans l'intérêt de la paix internationale, de la démocratie et du progrès social.

2. Permettez-moi, monsieur le Président, de vous exprimer, au nom de la délégation de la République démocratique d'Afghanistan, nos félicitations les plus sincères pour votre élection unanime et bien méritée à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est une chance pour nous d'avoir pour diriger nos débats un homme de votre qualité, qui possède tant d'expérience et tant de compétence. Je voudrais également rendre hommage à votre prédécesseur, M. Lazar Mojsov, de la Yougoslavie, pour la sagesse et le savoir-faire avec lesquels il a mené à bien sa délicate mission au cours de la trente-deuxième session et des trois récentes sessions extraordinaires de l'Assemblée générale.

3. Avant d'aborder le fond de ma déclaration, il me semble opportun d'adresser mes meilleurs souhaits à notre secrétaire général, M. Kurt Waldheim, et de lui adresser les vives félicitations de ma délégation pour la manière remarquable dont il a su s'acquitter des lourdes responsabilités inhérentes à son poste élevé.

4. Ma délégation se rejouit de saluer les Îles Salomon en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. Nous estimons que l'admission de ce jeune Etat constitue un nouveau pas vers la réalisation du principe de l'univer-

salité de l'Organisation mondiale comme la prévoit la Charte des Nations Unies, et nous tenons à assurer sa délégation de notre totale coopération.

5. Lors de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, le Vice-Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères et Chef de la délégation de la République démocratique d'Afghanistan, le camarade Hafizullah Amin, a eu l'occasion, du haut de cette tribune¹, d'informer les représentants de ce qui fut à l'origine de la grande révolution du 27 avril 1978, date à laquelle des membres du parti démocratique populaire de l'Afghanistan, y compris nos vaillants et patriotiques officiers et soldats des forces armées, sous la direction du parti et avec l'appui sans réserve de notre noble peuple, triomphèrent de la tyrannie et du despotisme et écrasèrent les derniers vestiges d'une monarchie décadente qui s'efforçait vainement de maintenir ses intérêts égoïstes sous couvert d'un ordre républicain. Avant que la journée ne s'achève, l'étendard du nouvel ordre démocratique apparaissait à l'horizon de l'Afghanistan, symbole triomphant qui marquait la fin d'un système anachronique féodal et de l'aristocratie et annonçait une nouvelle ère consacrée aux principes du progrès social et économique et à la construction d'une société où la pauvreté, la corruption et l'exploitation de l'homme par l'homme seraient bannies.

6. Six mois à peine se sont écoulés depuis notre révolution victorieuse et, au cours de cette brève période, le parti démocratique populaire d'Afghanistan, le seul véritable représentant de notre peuple travailleur et industriel et le gardien de ses droits sacrés et de ses intérêts légitimes, s'est employé sans relâche à créer des conditions favorables à la réalisation de ses aspirations sociales, économiques et politiques, et à consolider les acquis de la révolution en éliminant tous les complots réactionnaires et impérialistes et les éléments qui, vainement, s'efforçaient de contrecarrer cette tendance historique. De lourdes responsabilités nous attendent, mais nous sommes soutenus et encouragés par la conviction que les forces de l'histoire, qui ont toujours démontré que l'opprimé l'emporte finalement sur l'oppressur, l'exploité sur l'exploiteur, sont de notre côté et qu'il faut compter avec la volonté du peuple afghan.

7. Au cours de sa brève existence, le parti démocratique populaire d'Afghanistan s'est vu confier les mécanismes étatiques qui lui ont permis d'adopter et de mettre en oeuvre des mesures visant à assurer le développement économique et social de notre pays, avec la participation active et constructive de notre peuple. Des mesures concrètes ont été prises afin de préparer la voie à une réforme agraire démocratique; un plan de développement quinqu-

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session extraordinaire, Séances plénières 19^e séance.

quennal est actuellement en préparation qui envisage des programmes dans d'autres secteurs qui permettront d'utiliser au mieux nos ressources naturelles, lesquelles, depuis des siècles, étaient monopolisées pour les seuls intérêts d'une minorité privilégiée.

8. Nous sommes certains que nos efforts ne seront pas vains et que, en accomplissant notre mission historique et en surmontant le sous-développement hérité des anciens régimes, nous recevrons le soutien et l'assistance inconditionnels de toutes les nations éprises de paix, dépourvues de toute arrière-pensée politique et de toute intention d'exploitation.

9. Sur le plan de nos relations extérieures, notre politique déclarée d'indépendance, de coexistence pacifique, de non-alignement positif et actif et notre façon d'évaluer les questions internationales sans *a priori* reflètent les profondes aspirations de notre peuple, qui chérit la paix et la liberté et qui méprise tout dessein ambitieux d'agression et d'expansionnisme. Nous souhaitons maintenir et développer des relations d'amitié et de coopération sincère avec tous les pays épris de paix qui appuient notre révolution d'avril, sur la base du respect mutuel des principes d'égalité, d'indépendance, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

10. A cet égard, nos relations avec notre voisin immédiat, l'Union soviétique, sont exemplaires. Cette attitude d'amitié, de sincère coopération et de bon voisinage établie entre l'Afghanistan et l'Union soviétique est respectée par nos peuples respectifs et tous les peuples du monde épris de paix. C'est là un exemple éclatant de coexistence pacifique que tous les pays voisins devraient suivre.

11. Les relations amicales entre la République démocratique d'Afghanistan et la grande nation indienne vont s'élargissant et nous espérons entretenir des relations semblables avec nos deux voisins et amis historiques, l'Iran et la Chine.

12. Nous espérons également, dans l'intérêt des bonnes relations et d'une plus grande coopération entre nos deux pays, qu'une solution juste et amicale pourra être obtenue grâce à un dialogue sincère et constructif pour faire disparaître la seule divergence politique qui existe entre mon pays et le Pakistan, qui concerne le problème national des peuples pakhtun et baluchi, issu de réalités historiques et nationales.

13. Nous avons formellement déclaré que le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme constitue l'essentiel de notre politique étrangère. La réaffirmation de notre foi dans ces principes, ici, aujourd'hui, ne doit pas être considérée comme la simple répétition de paroles rituelles, mais comme l'expression de notre foi profonde dans des principes qui nous paraissent évidents et de notre dévouement à l'égard d'une organisation qui a joué un rôle important dans les domaines du colonialisme, de la discrimination raciale et du développement international. Pour être vraiment efficace, l'Organisation mondiale doit devenir un instrument progressiste et évoluer sans cesse afin de répondre aux changements dynamiques qui caractérisent notre époque, s'acquittant ainsi de son mandat pour créer

un monde fondé sur la justice et l'équité et promouvoir la paix et la sécurité internationales dans toutes les régions du monde, conformément aux vœux et aux aspirations de la majorité de ses Membres. Cependant, cet objectif n'a toujours pas été réalisé, en raison de l'aveuglement et de l'égoïsme d'une petite minorité qui fait fi des résolutions de l'Organisation; mais nous croyons que celle-ci sera à la hauteur du défi ainsi lancé et montrera la voie vers la réalisation des objectifs nobles et positifs de l'humanité.

14. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, la délégation de la République démocratique d'Afghanistan appuiera toute mesure destinée à promouvoir la paix mondiale et la sécurité et à renforcer la compréhension internationale. A cet effet, ma délégation considère que le projet de proposition de la République populaire de Pologne concernant une déclaration sur la formation des peuples à la paix, contenue dans l'annexe du document A/C.1/33/2, est important et mérite un examen favorable de la part des forces éprises de paix.

15. La plupart d'entre nous ici réunis aujourd'hui nous sommes rencontrés il y a deux mois à Belgrade en tant que membres du mouvement des non-alignés pour échanger des points de vue sur des questions d'intérêt commun et des problèmes économiques et politiques urgents qui demandent l'attention de la communauté mondiale. Le mouvement a prouvé qu'il était capable de préserver son unité et sa solidarité contre les forces réactionnaires et il a adopté des décisions de vaste portée sur les questions de paix et de sécurité internationales, sur les maux du colonialisme et de l'impérialisme, sur l'agression et la domination étrangère, sur la discrimination raciale et l'*apartheid*, et sur la défense de la libération des peuples et de leur droit à l'autodétermination [voir A/33/206 et Corr.1]. Nous estimons que ces décisions, ainsi que les programmes d'action pour le développement économique, serviront de directives utiles et constructives pour nos discussions actuelles.

16. Chaque année, au cours de ses sessions, l'Assemblée générale nous offre l'occasion d'examiner attentivement le panorama international et d'évaluer de façon réaliste les accomplissements et les échecs dans les domaines qui touchent la paix mondiale et le progrès. Il est navrant de constater que, dans la plupart des domaines présentant des problèmes, la situation demeure stagnante ou même s'aggrave, et que la détente elle-même est menacée par des tendances qui pourraient ressusciter certaines manifestations de la guerre froide. Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan croit fermement qu'il convient d'arrêter ces tendances, d'approfondir et d'élargir la détente à toutes les régions du monde et de la transformer en une force positive qui servira le système nouveau et équitable des relations internationales.

17. Nous estimons également que le processus de la détente devrait s'étendre au domaine militaire. Personne ne saurait nier que la course aux armements prend des dimensions sans précédent et que les certaines de milliards dépensés à cet effet pourraient être utilisés à des fins plus nobles. La notion selon laquelle la puissance militaire prévient l'agression ne peut guère avoir de crédibilité dans un monde interdépendant, et il incombe à tous les Etats, nucléaires ou non nucléaires, grands ou petits, développés ou en développement, de conjuguer leurs efforts pour

juguler la course aux armements et l'accumulation des armes nucléaires et des instruments perfectionnés de destruction massive tels que la bombe à neutron.

18. L'augmentation, qualitative et quantitative, de la production des armes classiques constitue également une source de grave préoccupation pour toutes les nations progressives et éprises de paix, car ces armes sont utilisées pour opprimer les peuples qui luttent contre le colonialisme et la domination étrangère pour réaliser leurs droits légitimes et elles contribuent à étendre les zones de conflit.

19. En conséquence, la délégation de la République démocratique d'Afghanistan estime que l'application effective des résolutions adoptées au cours de la récente dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, revêt une importance vitale et elle appuie chaleureusement la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, avec la participation de tous les Etats, et de la Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs, ou comme frappant sans discrimination, qui doit avoir lieu l'an prochain.

20. La délégation de la République démocratique d'Afghanistan appuie pleinement l'initiative de l'Union soviétique, présentée par Andrei Gromyko, ministre des affaires étrangères et chef de la délégation de l'Union soviétique à cette assemblée, en faveur de la conclusion d'une convention internationale sur le renforcement des garanties de la sécurité des Etats non nucléaires [voir A/33/241].

21. Nous avons également appuyé l'inclusion de cette proposition à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale en tant que question urgente et importante.

22. Nous estimons que cette initiative est dans l'intérêt de la paix mondiale et renforcera la confiance des Etats non nucléaires dans leur sécurité.

23. En évoquant le désarmement dans le contexte de la paix et de la sécurité internationales, ma délégation ne saurait s'abstenir d'exprimer son point de vue sur les bases militaires étrangères, que nous considérons comme une prolongation de la course aux armements et comme l'une des causes principales de la tension mondiale et des complications qui surgissent dans les régions où elles sont installées.

24. C'est donc pleinement convaincus que nous nous sommes prononcés, dans notre propre région, en faveur du concept de l'océan Indien en tant que zone de paix et de la cessation des rivalités militaires des grandes puissances dans l'océan Indien par le démantèlement immédiat des installations et bases militaires dans cet océan, y compris à Diego Garcia. Toutes les forces étrangères doivent se retirer de la partie sud de la Corée. Nous considérons ces bases comme des éléments qui non seulement affaiblissent les forces de paix et de progrès, mais qui entravent également le raffermissement de l'indépendance politique et économique des pays de la région.

25. Le mouvement que les nations et pays du monde ont dirigé contre l'impérialisme, le colonialisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale a remporté des victoires croissantes en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et nous sommes fermement convaincus que la onzième heure est venue pour l'élimination des derniers bastions du colonialisme et de la domination étrangère en Afrique australe. Les mouvements de libération nationale des peuples de la Namibie, du Zimbabwe et d'Azanie ne font que croître et sont une preuve que la volonté des peuples opprimés d'Afrique australe de résister à la tyrannie de la discrimination raciale et du gouvernement par la minorité ne pourra être mise en échec.

26. Devant les perspectives d'un effondrement total, les régimes racistes ont été forcés d'avoir recours à des manoeuvres éhontées dans leur dernier effort visant à préserver leurs intérêts économiques et stratégiques, aidés par leurs alliés impérialistes qui, au mépris de l'opinion publique mondiale et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, continuent d'octroyer une coopération politique, militaire et économique qu'ils vont même jusqu'à étendre au domaine nucléaire. Pourtant, ces régimes racistes et leurs protecteurs veulent nous faire croire qu'ils se sont résignés au processus inévitable de libération et qu'ils essaient de s'y adapter. Mais, en ce qui nous concerne, nous avons appris à faire la part entre la vérité et le mensonge, et nous sommes convaincus que les tactiques dilatoires et les manoeuvres qui visent à apaiser ne pourront empêcher les peuples africains du Zimbabwe et de la Namibie de réaliser leurs buts inéluctables.

27. Cependant, pour faciliter ce processus et empêcher de nouvelles effusions de sang, la communauté mondiale a posé les conditions pour l'autodétermination en Namibie, et la délégation de l'Afghanistan espère sincèrement que les Nations Unies seront inflexibles dans leur volonté de faire appliquer ces mesures. Dans l'intervalle, la South West Africa People's Organization [SWAPO], seul représentant authentique du peuple namibien, doit obtenir tout l'appui nécessaire pour poursuivre sa lutte contre les atrocités et le génocide que commet le régime minoritaire sud-africain. De même, au Zimbabwe, les conditions de tout règlement doivent être dictées par les combattants du Front patriotique, et nous sommes convaincus que ceux qu'obsède l'idée de supériorité raciale ne pourront plus longtemps encore empêcher le peuple du Zimbabwe d'exercer ses droits.

28. L'Afghanistan, qui a mené une lutte longue et ardue contre le colonialisme et l'impérialisme pour préserver son indépendance, est pleinement solidaire avec les peuples déterminés à parvenir à l'autodétermination, et il se réjouit donc des décisions courageuses prises par le Mozambique, l'Angola et les autres Etats de première ligne d'appliquer les sanctions décrétées par les Nations Unies contre les régimes minoritaires d'Afrique australe, devenant ainsi eux-mêmes les victimes des menaces incessantes et des incursions armées des rebelles racistes blancs. La République démocratique d'Afghanistan exprime sa sympathie et sa solidarité à l'égard des régimes progressistes de l'Angola, du Mozambique et des autres Etats de première ligne, et condamne fermement tout acte d'agression dirigé contre eux. Nous considérons de tels actes comme une atteinte aux efforts respectifs qu'ils déploient en vue de consolider leur indé-

pendance et aider leurs frères africains à exercer leur droit à l'autodétermination.

29. Nous sommes certains que, grâce à leurs propres efforts et à l'appui donné par les nations éprises de paix, les représentants authentiques du Zimbabwe et de la Namibie se trouveront bientôt parmi nous dans cette salle de l'Assemblée.

30. En ce qui concerne les problèmes qui frappent le grand continent africain, la République démocratique d'Afghanistan, en tant que membre du mouvement non aligné, ne saurait manquer d'exprimer son point de vue quant à la situation qui règne dans la corne de l'Afrique où les parties intéressées doivent régler leurs différends par des négociations pacifiques et une compréhension mutuelle, conformément aux principes du mouvement non aligné et de la Charte des Nations Unies; et nous considérons toute intervention dans cette région comme une tentative des forces impérialistes et réactionnaires visant à dominer le continent africain. La délégation de l'Afghanistan appuie pleinement la lutte héroïque du peuple de l'Éthiopie visant à défendre son indépendance et son intégrité territoriale, et nous estimons que toute aide accordée par des pays amis à cette fin est pleinement justifiée.

31. La question du Moyen-Orient gravite essentiellement autour du problème de la Palestine, un problème complexe à l'égard duquel cette organisation a une responsabilité énorme. La question est à l'origine de quatre guerres successives dans la région, et il devient de plus en plus évident que tant que les Palestiniens et autres peuples arabes de la région ne se verront pas accorder leurs droits légitimes il ne saurait y avoir ni paix ni stabilité au Moyen-Orient.

32. Les conditions d'une paix juste et durable au Moyen-Orient se trouvent dans le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, comme le confirme la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale, y compris leur droit à l'établissement d'un État national qui leur soit propre, et le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés.

33. A cette fin, ma délégation estime que la convocation de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, à Genève, avec la participation pleine et entière de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en tant que seul représentant du peuple palestinien, constituera une étape cruciale et importante pavant la voie à un règlement juste du problème palestinien, et mettant fin à l'instabilité et à l'insécurité qui caractérisent la région du Moyen-Orient depuis plus de 30 ans.

34. Les agents de l'impérialisme et les ennemis de la paix n'ont pas limité leurs activités à la région immédiate de la Palestine, mais les ont étendues à d'autres pays voisins épris de paix. Les conflits sanglants qui ont lieu au Liban ne sont que le résultat de la situation critique qui règne au Moyen-Orient. Alors que les Arabes luttent pour recouvrer leurs territoires occupés, des forces hostiles aux Arabes ont conjugué leurs efforts au Liban. Nous avons suivi l'évolution de cette guerre fratricide et nous avons été déçus de voir s'évanouir le rayon d'espoir que les factions armées opposées se réconcilieraient.

35. La délégation de la République démocratique d'Afghanistan souhaite sincèrement que les conspirations menées contre le Liban, contre la cause palestinienne et contre la nation arabe soient vaincues et que tout le soutien et l'assistance nécessaires seront accordés pour le rétablissement de la stabilité au Liban, pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays ainsi que pour l'unité nationale de son peuple.

36. Je voudrais maintenant passer de la région du Moyen-Orient — et de la Méditerranée orientale — à une île située dans une région également stratégique pour le nord, dans la mer Egée, et qui devient rapidement une région de menace potentielle pour la paix et la sécurité internationales; je veux parler de l'île de Chypre. Je suis convaincu que j'exprime le point de vue de la majorité de mes collègues lorsque je déclare que la solution de ce problème dangereux et complexe exige que l'intégrité territoriale, la souveraineté, l'indépendance et le non-alignement de Chypre soient assurés et que ses problèmes internes soient résolus par les soins des Chypriotes eux-mêmes en un règlement qui confirmerait les droits des communautés chypriote grecque et chypriote turque dans le cadre d'un accord mutuellement acceptable.

37. La délégation de mon pays estime que cet objectif ne sera réalisé que lorsque toutes les forces étrangères se seront retirées de l'île et que leurs installations militaires ainsi que leur présence militaire ne s'y trouveront plus.

38. J'en arrive maintenant au grand continent auquel l'Afghanistan appartient, pour vous dire que nous ne pouvons passer sous silence le problème troublant du peuple coréen divisé ainsi que la tension croissante qui règne dans cette partie du monde.

39. Ma délégation réaffirme son soutien aux résolutions pertinentes de l'ONU pour la réunification pacifique de la Corée, libre de toute ingérence étrangère, et elle estime que le retrait de toutes les forces étrangères, y compris le démantèlement de toutes les installations militaires de la partie sud de la Corée, constitue un préalable essentiel.

40. Enfin, et ce n'est pas là le moindre de nos soucis, en passant en revue la politique internationale, la délégation de la République démocratique d'Afghanistan ne peut oublier un autre grand continent et exprimer son indignation devant la détermination et les efforts redoublés déployés par certaines puissances pour saper l'indépendance de l'Amérique latine et des États des Caraïbes en instaurant des régimes visant à perpétuer leurs intérêts. Nous déplorons la violation constante des droits de l'homme et des libertés qui se produit actuellement dans plusieurs pays d'Amérique latine où de tels régimes sont en vigueur.

41. Certains orateurs ont parlé avant moi du fossé économique qui sépare les pays développés et les pays en développement. Je voudrais ajouter que ce fossé n'est pas dû à une certaine incompétence ou au manque de ressources des pays en développement mais que son origine est historique puisqu'elle remonte à l'époque du colonialisme et à une structure économique peu équilibrée qui avait été établie afin de perpétuer et de servir les intérêts d'exploitation et sans scrupules d'un groupe minoritaire de pays qui ont pillé les richesses aux dépens des pays en développe-

ment au détriment des deux tiers de l'humanité. La résistance entêtée des pays développés dans leur refus d'appliquer les principes et les objectifs de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [*résolution 3201 (S-VI)*], le Programme d'action [*résolution 3202 (S-VI)*] visant à appliquer la Déclaration et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [*résolution 3281 (XXIX)*], nous apporte la preuve des vains efforts qu'ils mènent pour garantir leurs intérêts égoïstes et les privilèges acquis.

42. Une telle résistance et une telle répugnance à négocier ces problèmes de fond ne sauraient être interprétées que comme une résolution de leur part de contrecarrer les efforts visant à élaborer une stratégie judicieuse qui permettrait un développement équilibré et réaliste des pays en développement, et cela en dehors de tout contexte d'exploitation coloniale. Une telle attitude récalcitrante, ou plutôt un tel manque de volonté politique, se manifeste également lorsque ces pays ne parviennent pas à réaliser l'objectif requis d'économiser 0,7 p. 100 de leur produit national brut au profit d'une aide officielle au développement, en faveur des pays en développement, dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [*résolution 2626 (XXV)*]. Dans certains cas, lorsque cette assistance a été consentie, d'aucuns se sont employés à empiéter sur les droits souverains des pays récipiendaires en s'efforçant d'imposer des priorités inconciliables avec leurs programmes de développement national.

43. Nous condamnons catégoriquement toute aide ou tout programme d'assistance lorsqu'ils sont assortis de conditions relevant de l'exploitation pure et simple, qu'il s'agisse des transferts traînant toujours en longueur de l'aide officielle au développement ou d'une assistance bilatérale, car les pays en développement ont dû subir une expérience amère en découvrant qu'une telle assistance ne menait souvent à rien.

44. La nécessité qu'il y a de mettre au point des mesures spéciales permettant de faire en sorte que les pays en développement soient moins affectés par les problèmes de la dette n'a pas suscité de réactions valables. La plupart de ces dettes proviennent invariablement du taux exorbitant des intérêts des prêts consentis, réduisant ainsi à néant tout le bénéfice que cette aide aurait pu apporter.

45. L'ordre économique actuel, fondé sur des relations de domination économique, d'exploitation et de dépendance, est incompatible avec un monde à la recherche de la justice et de l'égalité, un monde qui exploiterait les ressources dont il dispose dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Le monde en développement ne voit pas la disparité actuelle comme une question économique, mais comme une question morale que les pays développés de l'Occident doivent se poser à eux-mêmes pour reconsidérer un système économique qui, pendant des siècles, leur a permis d'atteindre leur niveau de développement actuel tandis que des millions de gens, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, étaient condamnés à la misère et aux épidémies. A eux de décider si le commerce n'est pas terni par l'exploitation et si les déficits commerciaux des pays en développement ne viennent pas en droite ligne d'une telle exploitation; à eux de décider si les troubles constants du système monétaire

mondial, dont ils sont responsables, ne sont pas la source d'un déficit commercial venant s'ajouter aux problèmes économiques énormes dont souffrent les pays en développement, et si les crises qui frappent leurs économies et qui les amènent à avoir de plus en plus recours à des politiques protectionnistes ne portent pas atteinte aux pays en développement, aux efforts de développement de ces derniers en vue de sortir du sous-développement et d'accomplir des progrès sociaux et économiques au bénéfice des populations qui travaillent si durement.

46. Si les préjugés qui sont ceux des institutions existantes ne disparaissent pas et si la puissance économique énorme des pays riches n'est pas quelque peu tempérée, le fossé entre les pays développés et les pays en développement ne fera que s'élargir. L'absence d'esprit de prévision et les attermoissements égoïstes qui dominent la solution des principaux problèmes politiques ne doivent pas s'étendre au domaine économique. Le meilleur espoir de l'homme en matière de sécurité et de paix politiques réside dans le remplacement des pouvoirs politiques surannés par un système démocratique international, de sorte que les espoirs de paix et de sécurité économiques reposent sur un ordre économique fondé sur la justice et l'équité. La pauvreté et la richesse ne sauraient coexister indéfiniment.

47. A cet égard, la délégation de la République démocratique d'Afghanistan tient à remercier sincèrement les pays socialistes et les autres forces progressistes qui se sont montrés les partenaires naturels et actifs des pays en développement en appuyant sans cesse leurs exigences pour une part équitable des ressources mondiales et pour la création de conditions susceptibles d'assurer leur développement économique et social rapide.

48. Il est une autre question que la délégation de la République démocratique d'Afghanistan considère comme inséparablement liée au nouvel ordre économique international: je veux parler du triste sort des pays les moins développés sans littoral, sort qui mérite une attention toute spéciale. Les frais extrêmement élevés des transports pèsent lourdement sur leurs ressources d'exportation et augmentent considérablement les coûts de leurs transits. Ces pays ont certains droits que nous considérons comme naturels, notamment le droit au libre accès à la mer, y compris le droit de libre transit. Nous espérons que la nouvelle stratégie internationale du développement, lorsqu'elle sera formulée, portera une attention spéciale aux problèmes et aux exigences spécifiques de ce groupe de pays, et que les pays de transit feront preuve de la volonté politique de respecter et de garantir ces droits.

49. En conclusion, je voudrais revenir brièvement à une question dont j'ai parlé plus tôt. Alors que nous participons à cette assemblée hautement représentative, le monde a les yeux sur nous et tous les peuples ont de bonnes raisons d'espérer que notre organisation apportera une contribution positive à la traduction, dans la réalité, des idéaux de paix, de démocratie et de progrès social. Nous pensons que cet organisme mondial ne saura répondre au défi qui lui est lancé que si nous, ses membres, faisons preuve de réalisme et de foi dans la solidarité humaine en répondant à l'appel de l'humanité pour la coopération et non pas à l'affrontement, et en garantissant que toutes les modifications

présentes et futures auront pour but le bien-être de l'humanité tout entière.

50. M. CHŇOUPEK (Tchécoslovaquie) *[interprétation du russe]* : Je vous félicite, monsieur le Président, vous qui êtes un grand dirigeant politique de la Colombie, de votre élection au poste important de président de la session actuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je vous souhaite, de même qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, de connaître de grands succès dans votre travail si difficile et si lourd de responsabilités.

51. Nous nous félicitons de l'admission à l'Organisation des Nations Unies des Iles Salomon. Cette admission est l'expression du processus ininterrompu d'élimination des vestiges du colonialisme; c'est un apport à la consolidation des bases universelles de notre organisation.

52. Le déroulement des événements pendant l'année écoulée a apporté beaucoup d'éléments nouveaux, positifs et favorables aux intérêts de la détente et de la paix. C'est là un fait dont nous nous félicitons et que nous encourageons sincèrement.

53. Mais la situation dans laquelle la session actuelle commence ses travaux est loin d'être dépourvue d'ambiguïté. Elle est à la fois favorable et compliquée. Elle est contradictoire, mais en même temps elle offre des perspectives d'avenir.

54. Elle est favorable parce qu'elle montre nettement l'inutilité historique de toutes les tentatives des partisans de la "guerre froide" pour faire renaître une politique partant d'une position de force.

55. Elle est complexe, parce que les adversaires de la détente n'ont pas déposé les armes, mais ont, au contraire, intensifié leurs dangereuses activités.

56. Elle est contradictoire parce que, conformément aux lois de la dialectique, elle traduit l'inévitable conflit entre l'ordre ancien, qui s'oppose au progrès, et l'ordre nouveau des affaires internationales, conforme au principe de la détente.

57. Malgré cela, la situation offre des perspectives intéressantes parce que le désir des peuples d'aller vers la détente et de mettre fin à la course aux armements demeure le facteur décisif de l'évolution internationale.

58. Par conséquent, si nous ne voulons pas avancer à tâtons dans les ténèbres, nous n'avons pas de tâche plus pressante que de marcher de concert dans les voies éprouvées de la détente dont les effets bénéfiques commencent à peine à se faire sentir et dont les possibilités presque illimitées sont à peine découvertes.

59. Nous devons, en avançant ainsi, nous orienter selon ce qui unit les peuples et les nations, ce qui les lie les uns aux autres, et non pas selon ce qui les divise. Nous devons essayer d'avancer vers des horizons nouveaux, ne pas nous borner à avancer passivement côte à côte en évitant "simplement" les conflits, ce qui suffisait peut-être hier pour avoir des relations de bon voisinage, mais ne suffit plus

aujourd'hui; il faut développer sans cesse l'infrastructure de la détente, et renforcer ses bases politiques, économiques et juridiques; intensifier le courant des relations bilatérales; augmenter la confiance mutuelle et poursuivre un dialogue politique à tous les niveaux, y compris les plus élevés; il faut maintenir un système régulier de consultations, conclure des accords mutuellement avantageux et leur donner un contenu concret; il faut veiller à leur application, car le vieil adage romain *pacta sunt servanda* est plus pertinent aujourd'hui que jamais; il faut matérialiser les données de la détente grâce à l'accroissement de la coopération économique, scientifique et technique; il faut s'efforcer de favoriser davantage encore un mutuel enrichissement spirituel et culturel; il faut faire en sorte que la détente — cette valeur bien définie, multiforme, dynamique et durable, salutaire pour tous — pénètre de plus en plus l'organisme de la vie internationale et acquière un caractère universel et irréversible.

60. On ne devra pas s'attendre dans l'avenir à des résultats spectaculaires et frappants, parce qu'il sera nécessaire, comme aujourd'hui, de mener au jour le jour une lutte tenace pour la réalisation de ce qui a déjà été convenu. Il ne faut pas permettre que les résultats positifs réalisés soient ramenés à zéro; il faut empêcher que l'on joue avec la détente, que celle-ci soit mise en doute, qu'elle soit discréditée ou serve de prétexte à une ingérence dans les affaires intérieures des autres. En même temps, il convient d'avancer, souvent à l'image des éclaireurs, le long de voies encore nouvelles et non tracées.

61. Avant tout, il nous faut trouver les moyens de résoudre cette tâche si difficile mais néanmoins réalisable qu'est l'extension de la détente au domaine militaire. De même, nous ne devons pas céder devant ceux qui ont l'intention de poursuivre une politique de méconnaissance flagrante des aspirations de l'humanité. Nous ne devons pas leur permettre de creuser des chausse-trapes sur la voie de la détente en attisant les tensions, en poussant à la course aux armements, en faisant naître une atmosphère d'affrontement, de méfiance et de sombre instabilité.

62. Il est donc indispensable de leur rappeler constamment la vanité de ce recours au chantage. Les gestes de menace n'ont eu aucun effet sur les pays socialistes dans le passé et ils sont moins efficaces encore aujourd'hui. Ils n'ont rien donné et ils ne donneront rien. Ils n'ont jamais servi qu'à compliquer la situation, et les employer maintenant ce serait payer trop cher des erreurs techniques ou des jugements erronés.

63. Ainsi, la politique de détente est une politique d'efforts tenaces, sérieux et rigoureux. A la question de savoir si elle vaut ou non la peine d'être suivie, les faits sont là pour répondre.

64. En Europe, cet éternel épice centre de conflits, l'évolution politique parvient, avec certainement plus de succès qu'ailleurs, à se dégager du carrefour fatidique auquel nous sommes tous parvenus grâce, essentiellement, à la mise en oeuvre des idées de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki, utilement réaffirmées lors de sa première session d'évaluation, qui a eu lieu à Belgrade d'octobre 1977 à mars 1978, par la détermination de tous les participants de poursuivre la politique de

détente, malgré certaines tentatives absurdes de méconnaître les principes convenus ou, qui plus est, d'assumer la charge d' "arbitre consacré".

65. Dans le microclimat de l'Europe centrale seulement — ce foyer cancéreux de guerres aussi atroces que la guerre de Trente ans ou la seconde guerre mondiale —, la détente se traduit par la période la plus longue de paix des siècles récents. Voilà donc la mesure de la rentabilité de la paix par la détente.

66. C'est cette philosophie fondamentale, reposant sur des faits indéniables, qui inspire la politique de détente de la Tchécoslovaquie, ferme composante de la communauté des pays socialistes, participante active à l'Organisation du Traité de Varsovie et au Conseil d'aide économique mutuelle. Nous inspirant des principes immuables de la coexistence pacifique, nous poursuivons avec énergie, en coordination avec les pays socialistes frères qui mettent en oeuvre cette philosophie dans la pratique, notre politique dans cette voie selon les principes du concept léniniste de la coexistence pacifique. Comme l'a déclaré le Président de la République socialiste tchécoslovaque, Gustáv Husák, à l'occasion de la visite récente d'une délégation du parti et du Gouvernement soviétiques, avec à sa tête Leonid I. Brejnev :

"Notre parti et le peuple tchécoslovaque tout entier apprécient hautement la politique de paix fondée sur les principes de l'Union soviétique; nous l'appuyons pleinement et faisons de notre mieux pour contribuer à sa mise en oeuvre."

67. C'est précisément la raison pour laquelle nous nous félicitons de toute initiative prise par tout pays pour conférer un caractère plus viable encore au processus de détente.

68. Nous voyons un apport précieux à ce processus dans les résultats positifs des relations de la Tchécoslovaquie avec ses voisins occidentaux.

69. Elles ont été couronnées cette année par la visite officielle du Président de la République socialiste tchécoslovaque, Gustáv Husák, à la République fédérale d'Allemagne, et j'ajoute en passant que c'était la première visite officielle à ce niveau dans l'histoire des deux Etats. La déclaration commune qui faisait le bilan des entretiens traduisait très nettement la volonté politique des deux parties d'affermir la détente, de la rendre stable et de continuer à élargir les relations mutuelles dans tous les domaines. La prochaine visite des dirigeants de la République fédérale d'Allemagne, qui ont accepté de se rendre en Tchécoslovaquie, ne manquera certainement pas de donner plus de force encore à cette détermination.

70. Une évolution favorable continue a été enregistrée dans nos relations avec l'Autriche, dont les bases ont été renforcées de manière décisive ces temps derniers par un développement général de relations constructives et mutuellement avantageuses pour nos deux pays. La visite prévue du Président de l'Autriche en Tchécoslovaquie constituera à cet égard un apport important dans la voie du développement de la coopération pacifique entre nos deux pays.

71. En même temps, nous avons enrichi le processus de la détente en développant une coopération mutuellement avantageuse avec à peu près tous les pays d'Europe et d'autres Etats sur tous les continents, y compris certains avec lesquels, dans le passé, nos relations ont été insignifiantes, voir inexistantes.

72. Nous continuons à raffermir de bonnes relations devenues traditionnelles avec les pays en développement. Nous soutenons avec toujours plus de force leur lutte légitime pour l'indépendance politique, le développement économique et le progrès social.

73. Le mouvement des pays non alignés est à nos yeux un facteur important et positif des relations internationales. Nous sommes heureux que les pays non alignés jugent utile et objectivement nécessaire que le processus de détente devienne universel et domine dans tous les continents.

74. C'est donc avec un sentiment de satisfaction que nous avons accueilli les résultats de la rencontre ministérielle de Belgrade². Nous comptons que la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui doit se réunir l'an prochain à La Havane, apportera une contribution plus importante encore à la cause de la paix.

75. Nous attachons une importance toute particulière à la restructuration générale des relations économiques internationales et à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

76. Bien entendu, cette tâche doit être accomplie selon la conception fondée sur une division internationale équitable du travail et sur le développement de relations égales et mutuellement avantageuses entre tous les pays, qu'il s'agisse de pays socialistes, capitalistes ou en développement.

77. Sur le continent européen, nous acquérons également une expérience très utile grâce au fait que la substance vitale de la politique de détente se trouve renforcée par une coopération économique multilatérale.

78. Nous sommes heureux de l'entente intervenue à la trente-troisième session de la CEE prévoyant la convocation de congrès inter-Etats sur l'environnement³. De même, les contacts établis entre les représentants du Conseil d'aide économique mutuelle et ceux de la Communauté économique européenne montrent à quel point il est important et possible d'élaborer de concert un accord sur l'établissement de relations officielles, contribuant ainsi au développement de la coopération multilatérale entre les pays tant d'Europe que des autres régions et au raffermissement des bases matérielles de la détente.

79. Il y a quelques mois, pour la première fois dans l'histoire de cette organisation, ici même, dans une instance aussi représentative que celle-ci et avec la participation de presque tous les pays du monde, nous avons parlé de la question clef d'actualité : le désarmement. La nature

² Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Belgrade du 25 au 30 juillet 1978 (voir document A/33/206 et Corr.1).

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1978, Supplément n° 7, vol. I, chap. III, par. 82, et chap. IV, résolution I (XXXIII).

particulière de la dixième session extraordinaire est liée aux efforts inlassables de tous les participants en vue de contribuer à la solution de cette question d'importance vitale et à leur ferme intention de soulager les peuples du fardeau absurde des armements, pour éliminer les éléments explosifs qui sont causes de conflits.

80. La dixième session a confirmé de la manière la plus nette et la plus positive à quel point l'humanité a profondément intérêt à arrêter la course aux armements. Elle a corroboré la nécessité urgente de compléter la détente politique par une détente militaire. Elle a reconnu qu'il s'agissait d'un problème universel, affectant les intérêts essentiels de tous les peuples et de tous les pays, et que ce problème ne pouvait donc être résolu que grâce aux efforts de tous.

81. C'est à la lumière de cette nécessité brûlante de l'actualité que nous évaluons aussi le Document final de la session extraordinaire [résolution S-10/2]. A notre avis, celui-ci constitue dans l'ensemble une appréciation réaliste de la situation actuelle dans le domaine du désarmement et présente dans un esprit constructif des objectifs concrets.

82. Nous n'avons donc pas lieu de nous plaindre de l'absence d'options précises et bien définies, ni d'une insuffisance d'instruments efficaces qui seront appelés, nous l'espérons ardemment, à faire disparaître le monstre hideux des armements.

83. Parmi eux, la première place appartient au document sur les "Moyens pratiques d'arrêter la course aux armements", présenté par l'Union soviétique⁴ et exigeant qu'il soit mis fin à la course aux armements et que soient bloquées les voies qui lui permettent de se propager et d'atteindre des niveaux de plus en plus élevés d'efficacité dans la destruction.

84. La réalisation de ce programme d'ensemble, commençant par des accords internationaux pour la cessation de la fabrication et pour l'interdiction de tous types d'armes nucléaires de même que d'autres armes de destruction massive, pour arriver jusqu'à l'interdiction du développement de nouveaux types d'armes classiques à grande capacité de destruction, écarterait à jamais le danger d'une guerre nucléaire et permettrait que s'instaurent une paix et une sécurité internationales durables dans le monde entier.

85. Nous sommes fermement convaincus que la solution positive des problèmes du désarmement serait fortement renforcée par la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. La République socialiste tchécoslovaque, pour sa part, est prête à tout moment à signer un tel traité. La Tchécoslovaquie, qui, précisément en ces mêmes mois de septembre et d'octobre, il y a exactement 40 ans, à la suite de l'infâme diktat de Munich, a été le premier terrain miné de la seconde guerre mondiale, prend, en tant que pays socialiste épris de paix, un intérêt vital à la cessation à jamais de la course aux armements et de tous les dangers inhérents à un affrontement militaire. La Tchécoslovaquie est toujours disposée à examiner toute proposition constructive que

feraient les autres pays; elle est toujours prête à coopérer avec quiconque désire de manière sincère faire cesser la mise au point et la fabrication d'armes de destruction massive et arrêter la course effrénée aux armements.

86. Mais des mesures efficaces de désarmement, comme l'a montré de nouveau et de manière très convaincante la session extraordinaire, ne peuvent acquérir la force nécessaire, tendre à la permanence et, surtout, devenir contraignantes pour tous, qu'à condition que se tienne une conférence mondiale sur le désarmement. Nous sommes sincèrement heureux que la session extraordinaire soit devenue véritablement le prologue de cette conférence, lorsque de toute la fore de son autorité elle en a recommandé la convocation "aussitôt que cela serait opportun" [voir résolution S-10/2, par. 122]. Il est donc temps que nous arrivions à un accord sur cette base quant à la date et quant aux modalités, dans les meilleures conditions, de la convocation de cette conférence.

87. Les pays socialistes, dont la Tchécoslovaquie, ont, l'été dernier, présenté une autre preuve importante de leur désir sincère d'apporter une solution avantageuse pour tous aux problèmes si importants qui font l'objet des négociations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale. Les nouvelles initiatives des pays socialistes, qui sont constructives, font beaucoup pour aller au-devant des positions des pays occidentaux et sont destinées à faire enfin sortir de l'impasse ces négociations. En dernière analyse, cette mesure pourrait donner l'élan si nécessaire aux progrès dans le domaine général du désarmement.

88. La situation en matière de désarmement serait nettement assainie par la conclusion à une date rapprochée d'un accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur la limitation des armes stratégiques offensives et de leurs systèmes.

89. Il en est de même pour la conclusion heureuse et rapide des négociations tripartites entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Nous estimons également que la session actuelle de l'Assemblée générale devrait prendre l'initiative de négociations sérieuses sur la conclusion d'un accord qui viendrait interdire la mise au point, la fabrication et la mise en place d'armes à neutrons.

90. A notre avis, il serait utile également que tous les Etats nucléaires prennent de concert l'engagement de ne pas utiliser des armes nucléaires contre les pays qui ont renoncé à ces armes et qui n'en ont pas sur leur territoire. Nous appuyons avec force le projet déposé par l'Union soviétique [voir A/33/241] prévoyant que cet engagement prenne au plus tôt la forme d'un accord international et que soient adoptées le plus tôt possible des mesures internationales dignes de foi, propres à prévenir la mise en place d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il ne s'en trouve pas actuellement. La réalisation d'accords concrets sur la cessation de la course aux armements dépend avant tout de la politique des Etats, de la fermeté de leur volonté politique et même de la contribution active des peuples de tous les pays aux efforts destinés à mettre fin à la course aux armements. C'est pourquoi nous appuyons totalement le projet de déclaration sur la formation des peuples à la

⁴ Document A/S-10/AC.1/4.

paix, projet déposé à la présente session par la République populaire de Pologne [A/C.1/33/2]. Nous pensons, nous aussi, que ce document contribuerait beaucoup à appuyer les nobles idéaux de paix, de sécurité, de respect mutuel et de compréhension dans la communauté mondiale.

91. Un autre problème crucial de notre époque est constitué par les conflits qui compliquent la détente et qui, s'ils s'aggravaient, compromettraient sérieusement ce processus. On les appelle, à juste titre, foyers de tension.

92. Bien que ces conflits diffèrent l'un de l'autre, ils ont un dénominateur commun. Il ne s'agit pas seulement de frontières que l'on se dispute ou que certains estiment être injustes, mais aussi de la convoitise pour le pétrole, le cuivre, le cobalt, l'uranium ou d'autres matières premières, du désir d'avoir une main-d'œuvre à bon marché qui rapporte aux sociétés transnationales des bénéfices extraordinaires. Il s'agit aussi du désir de freiner le processus de polarisation interne des forces, de conserver et de maintenir les derniers territoires coloniaux; il s'agit également d'efforts sinistres tendant à faire de certains pays en développement des bastions ou des tremplins pour lutter contre les mouvements de libération nationale.

93. C'est pourquoi les tentatives destinées à réprimer d'une manière ou d'une autre les mouvements de libération nationale — cette norme juridique généralement reconnue par la communauté internationale — ne constituent absolument pas la réponse qu'il convient de donner à l'indomptable volonté des peuples d'Afrique de combattre pour leur honneur et leur dignité.

94. Une fois de plus, nous voulons souligner que ces anachronismes historiques que constituent les régimes racistes coloniaux de Salisbury et Pretoria continuent d'être une grave source de dangers pour toute l'Afrique indépendante et pour une vie pacifique non seulement dans cette région, mais dans le reste du monde, et sont un outrage méprisable à la dignité et à l'intelligence des Africains. Nous condamnons résolument les nombreux actes d'agression commis par les racistes sud-africains et rhodésiens contre les peuples héroïques de l'Angola et du Mozambique.

95. A ce propos, nous voudrions précisément souligner une fois de plus, ici, à l'Organisation des Nations Unies, que la République socialiste tchécoslovaque a toujours pris parti avec constance et prendra toujours parti pour l'élimination totale d'anachronismes politiques tels que le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*. Voilà pourquoi, ici comme au Conseil de sécurité, dont nous faisons partie, nous nous élevons de la manière la plus ferme pour la prompte indépendance des peuples du Zimbabwe et de la Namibie, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nous appuyons et continuerons d'appuyer de manière active et systématique toutes les mesures concrètes menant à cet objectif.

96. Nous avons toujours pensé que toutes négociations séparées sur le Moyen-Orient — cette source chronique de tensions — où qu'elles aient lieu, que ce soit sous la tente au kilomètre 101, à Jérusalem, au Caire ou à Camp David, étaient en très vive contradiction avec les intérêts essentiels des peuples arabes. Comme ces négociations n'ont jamais abordé l'ensemble du problème, surtout du point de vue des

revendications légitimes du peuple arabe de Palestine, elles ne pourraient pas mener à la paix, mais seulement à une instabilité accrue, à des complications et à des conflits. Leur nature ne change en rien, qu'on les appelle politique des "petits pas" ou recherche d'un "accord-cadre de paix", et quels qu'en soient leurs lieux. C'est pourquoi nous restons fermement convaincus qu'une paix véritablement durable dans cette région explosive ne peut être élaborée que sur la base d'un règlement général avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP. Cela exige de la manière la plus urgente le retrait total des troupes israéliennes de tous les territoires arabes que l'agresseur a occupés en 1967, la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat, et la garantie à tous les Etats de la région du conflit de leur droit à l'indépendance et à la sécurité.

97. Nous continuons à croire que l'instance la plus propice à un tel règlement est la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, à Genève, avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP.

98. Nous sommes fermement partisans de régler la question de Chypre sur la base du respect total de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et du non-alignement de la République de Chypre, conformément aux résolutions appropriées de l'ONU. Nous avons réaffirmé cette position lors de la récente visite en Tchécoslovaquie du Ministre des affaires étrangères de la République de Chypre.

99. Nous nous tenons fermement aux côtés de la population du Viet Nam socialiste réunifié qui, après de longues années de guerre, défend encore courageusement aujourd'hui sa souveraineté contre les tendances d'hégémonie, les pressions et les provocations. De cette tribune, je tiens à dire que nous appuyons totalement sa juste cause.

100. Je ne manquerai pas non plus de relever que 25 ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre de Corée. Nous soulignons, une fois de plus, que, en vertu de la résolution adoptée à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies [résolution 3390 (XXX)], il convient de créer toutes les conditions permettant de transformer l'armistice en une paix durable et d'accélérer la réunification indépendante et pacifique de la Corée, à laquelle aspire la République populaire démocratique de Corée.

101. En ce mois d'octobre, la Tchécoslovaquie va fêter ses 60 ans d'existence. Pendant la première moitié de cette période, mon pays a vécu dans l'ancien ordre social, a traversé la crise économique, la tragédie de Munich, six ans d'occupation fasciste et d'une guerre cruelle au cours de laquelle près de 400 000 Tchèques et Slovaques ont perdu la vie.

102. La deuxième moitié, infiniment plus radieuse, représente 30 ans d'édification du socialisme, de prospérité pour tous et, grâce à l'Union soviétique, d'exploration de l'espace, de création de conditions favorables à l'épanouissement spirituel et matériel de la population et, avant tout, son droit au travail, aux soins médicaux gratuits, à l'enseignement gratuit, à la protection générale de la mère et de l'enfant et à la sécurité dans la vieillesse. Je signale ces

faits parce que des conditions fermes et solides dans le pays font également de la politique étrangère l'instrument fiable et solide qui permet de servir les intérêts de la population. Et, pour nous, ces intérêts sont la paix et le progrès social.

103. Voilà pourquoi je pense que je n'ai guère besoin de rappeler ici notre position inchangée, qui consiste à voir en l'Organisation des Nations Unies une instance internationale irremplaçable, née dans ces premiers moments de bonheur général de la fin de la guerre, lorsque la cause irrésistible et triomphante de la liberté des hommes, l'emportant sur des destructions barbares sans précédent, unissait la communauté mondiale en un effort résolu visant à empêcher une nouvelle guerre mondiale.

104. La Charte des Nations Unies, instrument qui a fait ses preuves et qui constitue un document de validité universelle, nous permet depuis lors, dans la mesure de nos forces, de venir à bout des problèmes de l'après-guerre. Son respect inébranlable est la garantie de l'efficacité des Nations Unies maintenant et à l'avenir.

105. La République socialiste tchécoslovaque, l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, et, actuellement, également membre du Conseil de sécurité, est entièrement attachée à la cause des Nations Unies et continuera, guidée par l'enthousiasme des forces éprises de paix, à contribuer avec une énergie renouvelée à la détente et à l'expansion d'une coopération internationale constructive, car cette politique, précisément, répond entièrement au caractère humain de notre système socialiste. En effet, le désir de créer les conditions d'une vie pacifique pour tous les peuples et de développer une coopération pacifique et féconde entre les Etats constitue l'objectif principal de notre politique étrangère.

106. M. AL-KHALIFA (Bahreïn) [*interprétation de l'arabe*] : Je suis heureux, monsieur le Président, au nom de la délégation de Bahreïn, de vous féliciter chaleureusement de votre élection à la présidence de la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il ne fait aucun doute que le fait que vous ayez été choisi pour assumer ces hautes responsabilités est dû à votre compétence et à vos qualités remarquables.

107. Je tiens à remercier sincèrement votre prédécesseur, M. Lazar Mojsov, pour la grande contribution qu'il a apportée aux travaux de la trente-deuxième session et des huitième, neuvième et dixième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, qu'il a dirigés d'une façon remarquable.

108. Je saisis également cette occasion pour remercier le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, de son rapport sur l'activité de l'Organisation [A/33/1], qui contient une évaluation utile des travaux de l'Organisation, ainsi que de la situation internationale en général. J'aimerais également le remercier des efforts qu'il déploie au service de la paix et de la coopération internationales et en faveur de la réalisation des objectifs de l'Organisation.

109. La délégation de mon pays félicite le Gouvernement et le peuple des Îles Salomon à l'occasion de l'indépendance de cet Etat et se réjouit de son admission à l'Organisation des Nations Unies. Cette admission est un pas en avant vers

la liquidation du colonialisme et rapproche notre organisation de son objectif d'universalité étant donné que le nombre de ses Membres s'élève maintenant à 150. Nous espérons que, dans un proche avenir, nous pourrions accueillir de nouveaux Etats Membres de nations qui luttent encore pour leur indépendance et leur liberté.

110. Nous rencontrons chaque année, dans cette assemblée, des Etats qui, malgré les distances qui nous séparent, sont proches de nous en raison des liens d'amitié et de de coopération qui nous unissent sur la base des principes de la Charte des Nations Unies. Ces principes conservent toute leur force et toute leur valeur dans la conduite de nos travaux et dans nos relations internationales, de façon que les nations du monde puissent éviter les dangers qui planent sur elles.

111. Les Nations Unies ont pu, au cours des 33 dernières années, s'adapter à un monde qui change sans cesse, et sont devenues vraiment la seule instance appropriée où peut se poursuivre le dialogue entre nations, grandes et petites, riches ou pauvres, et où l'on peut s'efforcer de résoudre les problèmes qui se posent encore à l'humanité, tels que l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la réalisation d'un désarmement général et complet, la liquidation de l'impérialisme et la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

112. L'Assemblée générale se réunit actuellement à un moment extrêmement important, étant donné l'évolution de la situation mondiale. La tension s'accroît, en raison de la réapparition de la guerre froide dans le domaine des relations internationales, qui constitue une menace pour l'avenir de la détente. Le monde a pu voir clairement que les conflits armés et les foyers de tension ne se limitent pas aux grandes puissances, mais s'étendent aux pays en développement. J'en veux pour preuve les événements qui se sont produits en Afrique et dans la corne de l'Afrique au cours de l'année.

113. Tout cela a lieu en notre époque historique où l'on cherche à liquider le colonialisme et à établir des relations internationales justes et équitables, fondées sur les principes de l'égalité complète, le respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les Etats, dans l'intérêt et l'avantage mutuels. A notre avis, pour que la détente soit durable et permanente, tous les Etats devraient s'employer à trouver des solutions positives aux crises et aux problèmes qui menacent le monde. Il faut donc que la détente s'étende politiquement et géographiquement à toutes les parties du monde, et qu'elle ne se limite pas seulement à l'Europe et aux grandes puissances. Nous nous efforcerons donc inlassablement de liquider l'impérialisme, le racisme et l'agression, de jeter les bases d'un nouvel ordre économique international et de régler tous les différends entre les Etats par la compréhension, le bon sens et la justice.

114. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Belgrade en juillet de cette année, a permis de réaffirmer les principes du non-alignement aux blocs internationaux, le non-asservissement à l'influence des grandes puissances et la résistance à toutes les formes de pression, y compris l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Elle a demandé que des mesures soient prises pour changer le

système des relations politiques et économiques fondé sur la domination, l'asservissement et l'hégémonie, et que de nouvelles règles soient établies en ce qui concerne les relations politiques et économiques, règles qui soient fondées sur les principes de la souveraineté, de l'égalité et de la justice [voir A/33/206 et Corr.1].

115. Notre ordre du jour regorge de questions importantes et urgentes, dont les conséquences vont loin. Je voudrais maintenant exposer de façon concise nos vues sur certaines des questions internationales qui attirent l'attention du monde et des Nations Unies en particulier. Il conviendrait que la communauté des nations s'attache à y trouver des solutions justes et appropriées avant qu'il ne soit trop tard.

116. En examinant l'ordre du jour de cette session, nous constatons que le problème du Moyen-Orient et la question de Palestine figurent parmi les sujets les plus importants et les plus urgents — et ils nous intéressent tout particulièrement. Il est inutile de rappeler à l'Assemblée la gravité de la situation au Moyen-Orient. Ainsi que la communauté internationale l'a bien compris, le problème ne concerne pas seulement les Etats arabes et Israël, mais le monde entier, car il peut constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales.

117. La question de Palestine, dont notre organisation s'occupe depuis sa création, se trouve toujours au premier plan des sujets examinés par la communauté des nations. Il est déplorable que depuis 1947, lorsque la question fut soumise à l'examen des Nations Unies, aucune solution juste et permanente n'ait pu être obtenue. Le peuple de Palestine a, tout au long de ces années, été l'objet de graves injustices et a profondément souffert, dans l'attente que les Nations Unies le libèrent de l'oppression et de l'injustice dont il était victime. En dépit des nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour un règlement pacifique du problème du Moyen-Orient, aucune solution n'a été obtenue en raison du refus persistant d'Israël de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien.

118. Le sionisme mondial ne s'est pas contenté d'arracher le peuple de Palestine à ses foyers et à ses terres par la violence, le terrorisme, l'oppression et la persécution, mais il s'est acharné, par des moyens illégaux, à dénaturer le bien-fondé de la cause palestinienne et à déformer sa lutte légitime pour reconquérir les droits qui lui ont été usurpés.

119. Il est évident qu'aucun progrès n'a été réalisé sur la voie d'une solution d'ensemble à ce problème, et cela en raison du refus persistant d'Israël de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple de Palestine, éléments qui viennent s'ajouter au fait qu'Israël perpétue sa politique agressive et expansionniste en établissant de nouvelles colonies de peuplement et en annexant une grande partie des terres palestiniennes et arabes occupées depuis 1967. Le problème essentiel est toujours celui provoqué par l'agression d'Israël contre le peuple de Palestine et les Etats arabes et le refus du régime sioniste d'abandonner sa politique d'expansion à l'égard du peuple palestinien et des Etats arabes.

120. La position de l'Etat de Bahreïn en ce qui concerne la question de Palestine et la situation critique au Moyen-Orient est bien connue de cette assemblée. Nous avons déjà expliqué que le coeur du problème du Moyen-Orient est la question de Palestine et qu'aucune solution permanente de ce problème ne pourra être obtenue sans la reconnaissance des droits légitimes et inaliénables du peuple de Palestine et le retrait inconditionnel d'Israël de toutes les terres palestiniennes et arabes occupées. Nous sommes fermement convaincus qu'une solution permanente d'ensemble à la question palestinienne et à la situation au Moyen-Orient ne pourra être trouvée que sur la base des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la question de Palestine et à la situation au Moyen-Orient.

121. Les conditions essentielles à un règlement pacifique sont le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967 et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables et légitimes, y compris l'autodétermination et la création d'un Etat qui lui soit propre. Toute solution qui n'engloberait pas ces deux conditions est sans aucun doute vouée à l'échec.

122. L'Etat de Bahreïn estime que toutes négociations, toutes initiatives ou activités, politiques ou diplomatiques, en vue du règlement de la crise du Moyen-Orient ne pourront être couronnées de succès que si elles sont conduites sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité avec les autres parties, l'OLP étant la partie principale au conflit, comme l'ont reconnu les Nations Unies et la communauté internationale. La participation de l'OLP est indispensable au succès des négociations et des conférences internationales en vue de trouver un règlement d'ensemble à cette question.

123. Nous ne pouvons concevoir que des efforts puissent être couronnés de succès sans la participation de toutes les parties intéressées, y compris les représentants du peuple de Palestine. Nous voudrions souligner qu'aucune solution, aucun effort en vue de la paix ne saurait être efficace sans la participation de l'OLP.

124. Il est temps que la communauté internationale fasse des efforts intensifs afin que se tienne le plus rapidement possible la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, à Genève, en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. En tant que premier pas, Israël devrait faire la preuve de ses intentions pacifiques en reconnaissant les droits légitimes du peuple palestinien. Si Israël persiste à méconnaître la raison et la logique, les Nations Unies devront prendre toutes les mesures découlant de la Charte, y compris des sanctions, conformément au Chapitre VII, en vue de contraindre Israël à abandonner sa politique expansionniste et son mépris persistant des droits légitimes du peuple palestinien, à mettre fin à son agression et à restituer leurs droits à ceux à qui ils reviennent légitimement. Si les Nations Unies n'agissent pas de la sorte, il est incontestable qu'une reprise des hostilités au Moyen-Orient est inévitable et que l'Organisation internationale portera la responsabilité de ses conséquences et de tous les graves dangers auxquels seront exposés la région et le monde du fait de cette menace à la paix et à la sécurité internationales.

125. En ce qui concerne la situation sur le continent africain, nous avons déjà dit, au cours des précédentes sessions, que nous étions optimistes quant à l'évolution de la situation internationale vers l'élimination de l'impérialisme, la disparition de la guerre froide et la détente dans les relations entre les deux grandes puissances. Mais les événements qui se sont produits en Afrique sont venus nuancer notre optimisme. Nous sommes très préoccupés face à la situation prévalant en Afrique, qui est devenue le théâtre d'événements douloureux et de conflits sanglants entre Etats africains. Ces conflits ont entraîné une intervention politique et militaire étrangère dans les affaires intérieures des Etats africains. Nous espérons que les Etats africains, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine, sauront résoudre leurs différends pacifiquement, par la négociation, et qu'ils renonceront à l'emploi de la force à cette fin. Nous demandons à tous les Etats de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats africains. Nous pensons que les Etats africains, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine, sauront résoudre leurs différends pacifiquement, par la négociation, et qu'ils renonceront à l'emploi de la force à cette fin. Nous demandons à tous les Etats de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats africains. Nous pensons que les Etats africains, qui souffrent depuis de nombreux siècles du sous-développement, de l'oppression et de l'exploitation, ont besoin aujourd'hui d'orienter leurs efforts vers le développement et le progrès économique et social plutôt que de les gâcher en conflits armés qui ne serviraient pas les intérêts de leurs peuples et qui aggraveraient le sous-développement et le retard. Nous espérons que l'Assemblée générale fera une déclaration condamnant l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et nous estimons que cette question doit être examinée en priorité au cours de la présente session.

126. La situation qui va en se dégradant en Afrique australe préoccupe également beaucoup la communauté internationale. La politique d'*apartheid* et le gouvernement par la minorité blanche en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie sont au coeur du problème de l'Afrique australe. De nombreuses initiatives ont été prises au cours de l'année sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et par certaines grandes puissances en vue de parvenir à une solution pacifique aux questions suscitées par l'hégémonie de la minorité blanche, qui pratique l'oppression et la discrimination raciale. Toutes ces initiatives ont échoué en raison du refus persistant des régimes minoritaires racistes à Pretoria et Salisbury d'accepter une solution pacifique. Le rejet, par le régime de Pretoria, du plan pour l'indépendance de la Namibie sous les auspices de l'ONU est un défi aux principes de la Charte et une violation scandaleuse des résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité.

127. Cela s'applique également à la situation en Rhodésie, où le régime raciste illégal d'Ian Smith refuse toujours de transférer le pouvoir à la majorité noire, et ce malgré la volonté de la communauté internationale. Comme dans le cas du Moyen-Orient, il ne peut y avoir de paix durable en Afrique australe sans le respect des principes de la Charte des Nations Unies et sans que soient appliqués les principes de justice, d'égalité et d'autodétermination. Nous estimons que les Nations Unies devraient s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard des peuples du Zimbabwe, de la

Namibie et d'Azanie et prendre des mesures efficaces contre les deux régimes racistes de Salisbury et de Pretoria jusqu'à ce qu'ils se soumettent à la volonté de la communauté internationale. L'Etat de Bahreïn continuera d'appuyer la lutte de ces peuples pour réaliser leurs aspirations à l'indépendance, à l'égalité, à la justice et à l'autodétermination.

128. La Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale⁵, tenue pour aider les victimes de la discrimination raciale, a été d'une grande importance pour les peuples d'Afrique et d'ailleurs qui mènent une lutte intense contre cette politique néfaste.

129. La Conférence a condamné le racisme et l'*apartheid* en tant que crime contre l'humanité. Elle a également condamné les liens existant entre les régimes racistes de Rhodésie, d'Afrique du Sud et d'Israël et, en particulier, les liens étroits qui existent entre eux, sur les plans politique et militaire.

130. L'Etat de Bahreïn, convaincu de la justice de la cause du peuple africain et des autres peuples qui combattent les régimes racistes, désire profiter de cette occasion pour affirmer son opposition à toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, en tout lieu, et il les condamne en tant que graves violations des Pactes internationaux, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des principes de la Charte et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

131. Cette année, en tant que centre de coordination des relations et de la coopération entre les Etats pour la réalisation d'objectifs communs et pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Organisation des Nations Unies a pu connaître certains succès dans les efforts destinés à enrayer l'effroyable course aux armements.

132. La dixième session extraordinaire, consacrée au désarmement, qui a eu lieu sur l'initiative des pays non alignés, a mis en relief la détermination de la communauté internationale de résoudre cette question vitale pour l'avenir de l'humanité et pour la prospérité de l'homme. Le désarmement et la limitation de la course aux armements, surtout des armes nucléaires, ont été parmi les questions importantes traitées par l'ONU depuis sa création et sont l'un des principaux problèmes de l'Organisation. Les sommes énormes affectées aux armements pourraient être mieux utilisées pour relever le niveau de vie des pays en développement. Il est très regrettable de devoir constater que les ressources financières, techniques et humaines affectées à la fabrication et à l'achat d'armes l'emportent de beaucoup sur les ressources financières et techniques qui seraient nécessaires pour redresser les injustices de l'ordre économique international actuel et pour élever le niveau de vie des pays en développement.

133. Encore que la dixième session extraordinaire n'ait pas pris de mesures précises et concrètes pour arrêter la course aux armements, comme nous l'aurions souhaité, nous continuons d'espérer que le Document final qu'a adopté l'Assemblée générale au cours de cette session [résolution

⁵ Tenue à Genève du 14 au 25 août 1978 (voir document A/33/262).

S-10/2] contribuera efficacement à la réalisation de notre objectif ultime : le désarmement général et complet. Espérons que la nouvelle Commission du désarmement de l'Assemblée générale, constituée au cours de cette session, pourra poursuivre ses efforts et élaborer un programme authentique de désarmement général et complet sous contrôle international efficace, et consacrer au développement économique, surtout dans les pays en développement, les sommes dépensées jusqu'ici à des fins militaires.

134. Nous voudrions en cette occasion réaffirmer notre soutien aux efforts entrepris dans le cadre de l'ONU pour rétablir une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et une zone de paix dans l'océan Indien afin de maintenir l'indépendance et la souveraineté des Etats de la région.

135. L'ordre du jour de la session actuelle contient de nombreux points sur des questions internationales qui retiennent toute l'attention de la communauté humaine et avant tout la question de la mise en oeuvre du nouvel ordre économique international. Il est maintenant évident qu'aucun Etat, quelle que soit sa force ou sa capacité économique ou son degré d'avancement technique, n'est en mesure de venir à bout lui-même de ses problèmes économiques. D'où l'importance que revêt l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument permettant de coordonner les efforts destinés à résoudre les problèmes économiques qui ne sauraient être résolus en l'absence d'une action collective, d'autant plus que nous vivons à une époque où l'interdépendance des Etats augmente chaque jour. Bien que plus de quatre ans se soient écoulés depuis que l'Assemblée générale a décidé d'instaurer un nouvel ordre économique international [voir résolution 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)], un vaste fossé demeure entre ce qui a été résolu à cet égard et ce qu'il a été possible de faire dans la pratique. Il n'est pas de l'intérêt des Etats développés de corriger les défauts de l'ordre économique actuel et de remplacer les relations existantes, qui reposent sur des avantages injustes, par des relations internationales plus justes et plus équitables. L'écart entre les normes économiques des pays développés et des pays en développement augmente de jour en jour. Autrement dit, les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres sans qu'il y ait de progrès appréciables dans l'élimination du fossé grandissant entre pays en développement et pays développés. Il est très inquiétant de constater que la BIRD a dit dans son rapport de cette année⁶ que quelque 800 millions de personnes du monde en développement souffrent de la misère la plus grande, de la malnutrition, de l'analphabétisme, de la maladie et d'un taux de mortalité infantile très élevé. Le rapport contenait cette mise en garde : à moins que les Etats industriels n'augmentent leur aide aux Etats en développement, les problèmes persisteront jusqu'à la fin du siècle et risqueront de s'aggraver. Il est important de souligner à nouveau qu'il est très urgent et nécessaire de procéder à la restructuration des relations économiques internationales en établissant un nouvel ordre économique international garantissant la création de relations équilibrées entre Etats pour leur avantage mutuel et propres à instaurer la stabilité, la prospérité et le progrès de la race humaine tout entière.

136. La septième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer s'est achevée récemment avec certains progrès dans la solution des questions les plus réfractaires. Nous voudrions ici appuyer l'appel adressé aux Etats pour qu'ils s'abstiennent de promulguer des lois nationales unilatérales concernant l'exploration et l'exploitation de la zone internationale avant la conclusion de la convention, en raison des effets nuisibles qu'auraient ces mesures sur le travail et le succès de la Conférence. Espérons qu'il ne se passera pas beaucoup de temps avant qu'une convention générale et détaillée acceptable sur le droit de la mer soit conclue, qui contribue à l'application du nouvel ordre économique international, dans l'intérêt de toutes les nations du monde.

137. En passant en revue la position de mon pays sur les questions les plus importantes de notre ordre du jour, je n'avais pas l'intention de parler seulement des succès ou des échecs, mais je voulais plutôt attirer l'attention sur les problèmes urgents et brûlants devant lesquels se trouve le monde et souligner les moyens et possibilités de solution dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Les problèmes qui se présentent à nous sont nombreux, difficiles et complexes. Nous espérons que, grâce à la lucidité de tous et à des efforts véritables et suivis, nous pourrions trouver la voie de la paix, de la coopération et de la justice. De ce point de vue, nous devons prendre pour guides les objectifs et les principes de la Charte, que nous nous sommes engagés à réaliser. Pour sa part, la délégation de mon pays tient à réaffirmer la fidèle adhésion de l'Etat de Bahreïn aux principes et aux objectifs des Nations Unies et son désir de travailler à leur réalisation aux côtés des Etats épris de paix et de justice. Notre attitude est née de notre ferme conviction que l'Organisation constitue le meilleur moyen offert à la communauté humaine pour réaliser ses aspirations de paix, de justice et de progrès économique et social.

138. M. KEUTCHA (République-Unie du Cameroun) : Dominée par les rivalités hégémoniques, la situation internationale au cours de l'année écoulée s'est caractérisée par le développement des tensions, la mobilisation et l'exacerbation des esprits, la multiplication des conflits politico-militaires, notamment dans les pays du tiers monde dont elle aggrave l'instabilité et la misère. Cette situation pourrait, par ses vicissitudes profondes et persistantes, assombrir notre vision de l'avenir s'il ne se produisait parfois, heureusement, dans le ciel diplomatique quelques éclaircies donnant des raisons d'espérer et de renforcer notre croyance dans le devenir de l'humanité.

139. Inquiétude et espoir, tels sont les sentiments apparemment contradictoires que j'éprouve au moment de participer à cette méditation sur l'état du monde que constitue notre débat général et d'exposer la position du Cameroun au regard des problèmes qui préoccupent la communauté internationale.

140. Mais, monsieur le Président, permettez-moi, avant tout, de m'associer aux éminents orateurs qui m'ont précédé, pour vous adresser nos félicitations les plus sincères et les plus chaleureuses à l'occasion de votre brillante élection qui nous réjouit parce qu'elle honore, à travers la Colombie, votre pays, toute l'Amérique latine, continent si proche de l'Afrique par la similarité de ses

⁶ Rapport sur le développement dans le monde, 1978, Washington, D.C., Banque mondiale, août 1978.

diversités humaines, matérielles et culturelles, mais aussi et surtout par son engagement dans la lutte contre la faim, la maladie et la misère, pour la promotion de la dignité humaine. Nul doute que nos travaux se ressentiront de votre sagesse d'homme d'Etat, de la prudence, de la tolérance et du sens de compromis du diplomate, de la sensibilité et de l'imagination créatrice de l'écrivain que vous êtes, monsieur le Président. Je voudrais vous donner l'assurance du soutien et de l'entière coopération de ma délégation pour l'accomplissement de vos hautes fonctions.

141. Il m'est également agréable de renouveler à M. Lazar Mojsov, votre illustre prédécesseur, mes appréciations toutes particulières pour la compétence et le dévouement dont il a fait preuve à la présidence de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale. L'histoire de notre organisation retiendra assurément son nom comme celui d'un diplomate qui aura présidé quatre sessions en une année, et surtout qui aura permis à l'Organisation universelle d'adopter son premier plan d'action globale en faveur du désarmement.

142. Nous avons cette année consacré une session extraordinaire à l'un des problèmes les plus angoissants de notre époque et qui préoccupe à juste titre l'humanité tout entière puisqu'il touche à sa propre survie. Ma délégation y a participé avec la conviction que tous les Etats, grands et petits, devraient enfin prendre réellement conscience de leurs responsabilités et se concerter avec la volonté d'aboutir sur de nouvelles mesures susceptibles d'enrayer le danger d'une nouvelle confrontation mondiale s'il n'était mis fin à la prolifération des armes de destruction massive.

143. Il faut déplorer que le grand mouvement d'espérance provoqué par la tenue de la dixième session extraordinaire n'ait pas amené les Etats, notamment ceux disposant de ces armes, à modifier leur attitude en vue de déclencher concrètement et de manière affirmée le processus d'un désarmement général, en commençant par le désarmement nucléaire.

144. Nous ne voulons pas sous-estimer l'importance du Document final adopté par consensus à l'issue de cette dixième session extraordinaire et qui définit, dans l'énoncé des principes du Programme d'action [résolution S-10/2, sect. III] et des mécanismes du désarmement, une nouvelle manière d'aborder ce problème d'une extrême complexité. Nous pensons même que certaines décisions, telle la réforme des structures de négociations de la Conférence du Comité du désarmement, contribueront à renforcer considérablement les bases d'une stratégie internationale de désarmement. Ce qui ne cesse de nous inquiéter, c'est le manque d'esprit de coopération que manifestent les Etats dont la volonté de domination se trouve à la base d'un surarmement continu mobilisant des ressources colossales et rendant la paix mondiale de plus en plus précaire.

145. Comment s'expliquer l'attitude des Etats nucléaires qui, tout en affirmant le principe du non-recours à l'emploi ou à la menace de l'emploi de l'arme nucléaire contre les Etats non nucléaires, se refusent à adopter un système international contraignant de garanties de sécurité appropriées ?

146. Pays non aligné, le Cameroun, qui a fait de la paix un postulat de son développement, reste convaincu que la paix

du monde doit reposer non pas sur un dangereux équilibre entre des blocs militaires surarmés, mais plutôt sur une coopération active entre tous les Etats, toutes les nations et tous les peuples.

147. Nous ne dénonçons jamais assez la scandaleuse disproportion grandissante entre les ressources énormes consacrées à l'accumulation et au perfectionnement des armes, et les sommes modiques, du reste en régression, affectées à l'aide aux pays en développement dont l'endettement connaît par ailleurs une progression vertigineuse.

148. C'est l'occasion de rappeler ici ce que déclarait à ce sujet, il y a 9 ans, le Président de la République-Unie du Cameroun, Son Excellence Ahmadou Ahidjo. Il disait :

"Il est absurde, en effet, que des sommes énormes continuent de s'engloutir dans la course aux armements pendant que la grande majorité de l'humanité vit dans un dénuement tragique et injuste... injuste, ... parce que dans le monde tel qu'il se présente aujourd'hui le progrès est une oeuvre commune de l'humanité, dont les bénéfices doivent être équitablement partagés entre tous les hommes."

149. Votre brillante intervention *in limine*, monsieur le Président [1^{re} séance], qui participe de cette même conviction, a particulièrement retenu l'attention de ma délégation en cette année où l'évolution de l'économie mondiale est loin d'incliner à l'optimisme, en cette année où, désemparés devant les turbulences persistantes, nous sommes tentés de recourir à des palliatifs dérisoires qui nous éloignent de plus en plus des acquis des sixième et septième sessions extraordinaires, dont le mérite incontestable aura été de faire prendre conscience à toutes les nations de leur interdépendance et de leur communauté de destin.

150. Devant ces incertitudes et face aux difficultés actuelles de tous ordres, l'instauration du nouvel ordre économique international apparaît plus que jamais comme la seule solution capable de rétablir la confiance dans l'avenir et le développement économique du monde.

151. Il s'agit en effet pour les Etats de dépasser la simple gestion du système existant, générateur de désordres auxquels nos pays se trouvent en butte, pour s'engager résolument dans la réforme profonde des conditions d'un fonctionnement juste, équitable et solidaire de l'économie internationale.

152. Comment ne pas regretter que les négociations internationales, qui devraient contribuer à la concrétisation de ce nouvel ordre, marquent encore le pas en raison du manque de volonté politique et d'esprit de solidarité des nantis qui, s'accrochant aux privilèges et aux avantages exorbitants qu'ils se sont octroyés, se refusent à toute mutation fondamentale ou se réfugient derrière des allégations idéologiques peu probantes.

153. Ainsi, les négociations sur l'allègement de la dette, et pour la constitution du fonds commun, n'ont-elles atteint aucun résultat appréciable. Or, ces questions, que j'ai

⁷ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Séances plénières, 1780^e séance, par. 28.

évoquées ici même voici trois ans⁸, revêtent pour les pays en développement une importance vitale. Nous espérons que les déclarations rassurantes faites au début de ce débat par certains pays industrialisés à propos du fonds commun permettront à la Conférence de négociation⁹ de connaître un heureux aboutissement à sa reprise en novembre prochain.

154. C'est également en raison du manque de solidarité et de volonté politique que les négociations commerciales multilatérales ne parviennent pas encore à la libéralisation des échanges et à l'adoption d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité, en faveur des pays en développement. Devant le renforcement dans les pays développés des mesures protectionnistes et restrictives, devant le recours presque généralisé à la clause de sauvegarde, on ne peut manquer de s'inquiéter sur le sort même de ces négociations. De surcroît, nous pouvons nous demander si, sous prétexte de se protéger de la nouvelle concurrence venue du Sud, on ne risque pas de déboucher finalement sur le fractionnement du marché international et donc à sa disparition en tant que tel, alors que point n'est besoin de rappeler que sans la libéralisation des échanges, la croissance que le monde a connue pendant ce dernier quart de siècle n'aurait pas été possible.

155. L'évolution de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer demeure également pour nous une source de préoccupation, du fait de cette absence de solidarité humaine de la part des nations industrialisées qui aspirent encore une fois à se réserver la part du lion dans l'exploitation de ce patrimoine commun de l'humanité que constituent les fonds des océans.

156. Depuis cinq ans que dure la Conférence, des progrès importants semblent avoir été enregistrés quant à la définition du nouveau concept de zone économique exclusive, et beaucoup de pays en ont aussitôt tiré profit en proclamant leur souveraineté sur de larges zones de pêche. Par contre, aucun consensus ne semble en vue quant au système d'exploitation des ressources des hauts fonds marins. Et nous savons que cette situation n'est nullement imputable au Groupe des Soixante-Dix-Sept qui a déjà proposé toutes les formules de compromis possibles. Aussi faut-il déplorer que certaines nations développées, tirant prétexte de la lenteur des négociations dont elles sont du reste la cause, envisagent maintenant d'adopter au niveau national des législations unilatérales. Le Cameroun estime que la durée de cette conférence devient excessive et que les sessions prévues pour l'année prochaine devraient être les dernières avant l'adoption d'une convention. Nous ne pouvons comprendre que la Conférence demeure dans l'impasse à cause de l'exigence, pour la prise de décisions, d'une unanimité qui ne semble être qu'une forme subtile de veto.

157. Après l'échec de la Conférence sur la coopération économique internationale, nous avons invité l'an dernier les Etats Membres de notre organisation à orienter consé-

quemment leurs efforts vers l'avenir et dans trois directions, à savoir : la mise en oeuvre par les pays développés des engagements librement acceptés, la relance, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des négociations dans les domaines où un accord est possible, et la poursuite des négociations sur les questions où elles ont échoué. C'est dire que nous avons accueilli avec satisfaction l'établissement du Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale, appelé Comité plénier, dont la mission correspondait à cette triple préoccupation.

158. Après un an de débats, force nous est de constater que les antagonismes qui ont paralysé les négociations tant dans le cadre du GATT qu'au sein de la CNUCED ont resurgi au sein du Comité plénier, l'empêchant ainsi de faire oeuvre utile, faute d'un accord sur le contenu de son mandat.

159. Nous voudrions rappeler que, aux termes de la résolution 32/174 qui a créé le Comité plénier, celui-ci doit aider l'Assemblée générale à surveiller et suivre l'application des décisions et des accords résultant des négociations relatives à l'instauration du nouvel ordre économique international menées au sein des organismes des Nations Unies; à donner l'impulsion nécessaire pour résoudre les difficultés de négociation; à servir, le cas échéant, de forum en vue de faciliter et d'accélérer le règlement des questions en suspens; et à étudier les priorités et problèmes économiques mondiaux et procéder à des échanges de vues à ce sujet.

160. Si la complexité des questions en suspens peut conduire, à l'occasion, à favoriser l'une ou l'autre de ces fonctions, il n'en demeure pas moins que le but constant est de parvenir à des résultats tangibles. Mécanisme de surveillance et de concrétisation des engagements pris, le Comité plénier ne saurait être considéré comme un simple forum. Il doit au contraire mobiliser la volonté politique de tous les Etats, pour donner une impulsion directe ou indirecte au développement de la coopération internationale et à l'instauration du nouvel ordre économique international.

161. Nous souhaitons que la présente session permette de larges consultations afin que la volonté, maintes fois exprimée, d'éviter l'échec du dialogue Nord-Sud se fasse réellement sentir aux prochaines sessions du Comité, créant ainsi un climat de décontraction, de coopération et de confiance mutuelle, nécessaire à la formulation en 1980 de la prochaine stratégie internationale du développement.

162. Les transformations des relations économiques internationales et le renforcement de la coopération pour le développement appellent des décisions concertées, audacieuses et imaginatives. Il est donc plus que temps que s'affirme et se concrétise notre volonté politique commune de réaliser, dans un climat nouveau de paix et de solidarité, des progrès substantiels dans les grandes négociations en cours, en particulier sur les questions Nord-Sud.

163. C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que l'économie mondiale sortira de la langueur et de l'incertitude dans lesquelles elle semble s'installer. L'enjeu est important. Nous sommes condamnés à réussir, car tout échec rendra plus difficile encore la vie de millions d'hommes. En ne relevant pas ce défi, nous laisserions aux générations à venir,

⁸ *Ibid.*, septième session extraordinaire, Séances plénières, 2340^e séance, par. 56 à 125.

⁹ Conférence de négociation des Nations Unies sur un fonds commun dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base.

comme nous en avertit le Secrétaire général de notre organisation, un héritage de pénuries et d'affrontements. En évoquant cet avertissement, nous ne pouvons manquer de réitérer toute notre gratitude et notre profonde admiration à M. Kurt Waldheim pour les efforts inlassables qu'il déploie afin de permettre à l'Organisation qu'il dirige avec tant de compétence, de dévouement et de courage, de jouer un rôle essentiel dans la réalisation du nouvel ordre économique international. Nous le félicitons en particulier, et avec nous l'Afrique entière, pour la promptitude avec laquelle il a répondu aux vœux de l'Assemblée générale en réorganisant les structures du Secrétariat de manière à rationaliser ses activités en faveur du développement et à augmenter son impact dans le domaine de la coopération économique.

164. Cette action réformatrice devrait s'étendre à d'autres organes des Nations Unies ainsi que nous le préconisons depuis des années, afin que notre organisation reflète davantage la nouvelle configuration du monde.

165. Nous pensons d'abord à l'Assemblée générale qui devrait reconsidérer ses méthodes de travail comme le suggère le Secrétaire général [voir A/33/1, sect. X] et conformément aux recommandations du Comité spécialement créé à cet effet¹⁰.

166. Nous pensons ensuite, et peut-être surtout, au Conseil de sécurité qui, de par son fonctionnement actuel, se trouve dans l'impossibilité de remplir de manière adéquate les attributions qui lui assigne la Charte.

167. Il est indispensable que les pays du tiers monde, qui constituent les trois quarts de l'humanité, soient représentés de manière plus adéquate au niveau des instances de décisions touchant la paix mondiale et notre sécurité collective.

168. Il importe ensuite que tous les Etats, y compris les plus puissants, acceptent sans arrière-pensée de se dessaisir d'une parcelle des attributs de leur souveraineté au profit de l'Organisation, afin de lui permettre — elle qui ne saurait disposer de plus de pouvoir que ne lui en confèrent les gouvernements — d'affronter efficacement les problèmes que ne pourraient résoudre aucun Etat, si puissant soit-il, ni aucun groupe d'Etats.

169. Au niveau de l'exécution de ses décisions, il est indispensable que l'Organisation puisse compter sur la bonne foi des gouvernements. Malheureusement, bien des faits nous portent à nous interroger sur le degré de loyauté de tous les Etats. Le cas le plus regrettable n'est-il pas celui de l'Afrique australe où, depuis des décennies, un régime minoritaire de racistes blancs, dont l'arrogance a dépassé toute limite tolérable, fait fi des idéaux, des objectifs et des décisions de notre organisation? N'est-il pas regrettable que, tout en étant voués aux gémonies, à l'unanimité, des Etats ici représentés, les régimes hors la loi de Pretoria et de Salisbury trouvent toujours des défenseurs dès lors qu'il s'agit de leur appliquer les sanctions prévues par la Charte de notre organisation? N'est-il pas regrettable, dis-je, qu'il

soit fait état de violations de sanctions perpétrées au vu et au su de certains Etats qui en ont pourtant réclamé et soutenu l'adoption par le Conseil de sécurité?

170. En tout cas, notre position à ce sujet, tout comme au regard des préoccupations qu'inspire la conjoncture internationale actuelle, est bien connue: qu'il s'agisse de Chypre, dont la souveraineté, l'intégrité territoriale et la vocation de non-alignement doivent être sauvegardées et respectées, en dehors de toute ingérence étrangère, conformément aux résolutions pertinentes de notre organisation; qu'il s'agisse du Liban, ce pays ami dont l'unité se trouve gravement menacée par une crise perdurable; qu'il s'agisse également de la détente qui, pour être réelle, doit s'étendre à tous les pays et singulièrement aux pays du tiers monde en quête de paix, afin de s'atteler à la construction nationale et de promouvoir le bien-être de leurs peuples dans l'indépendance et la liberté; ou qu'il s'agisse enfin des relations internationales qui doivent se fonder sur l'égalité, le respect mutuel et la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

171. Le Cameroun, qui a fait partie de la Commission des chefs d'Etat africains, ou "mission des sages" de l'Organisation de l'unité africaine sur le Moyen-Orient, soutient et soutiendra tous les efforts pour trouver une solution juste, globale et durable à la situation qui prévaut dans cette région et qui menace la paix du monde.

172. Le problème palestinien étant au centre du conflit israélo-arabe, cette solution implique, avec l'application dans leur intégralité des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, la participation à toutes les négociations y relatives du peuple palestinien, sous la direction de l'OLP, son représentant authentique, et la réalisation de tous ses droits, y compris celui à une patrie. Or, les accords de Camp David, malgré les espoirs suscités, comportent encore des ambiguïtés, des lacunes et des incertitudes.

173. La présence parmi nous de la délégation des Iles Salomon, outre qu'elle confirme la vocation universaliste de notre organisation, constitue un facteur d'espoir pour les peuples d'Afrique qui subissent encore la chape oppressive de la domination colonialiste et impérialiste et de la discrimination raciale.

174. C'est donc avec un réel plaisir que nous saluons la délégation de cette nouvelle nation libre à l'occasion de son admission comme cent cinquantième Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et que nous lui transmettons les sincères félicitations du Gouvernement et du peuple camerounais.

175. Nous félicitons l'ancienne puissance administrante pour la manière dont elle s'est acquittée de ses responsabilités à l'égard de cet ancien territoire non autonome, en le conduisant à l'indépendance, tout comme elle a su le faire pour les nombreux et divers territoires naguère placés dans sa mouvance.

176. Il est cependant à déplorer qu'elle n'ait pu relever jusqu'ici le défi insultant, tant à son égard qu'à celui de la communauté internationale, que lui lance depuis 13 ans la minorité de colons blancs racistes qui s'est emparée du

¹⁰ Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale. Pour le rapport du Comité, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 26*.

pouvoir en Rhodésie du Sud, au mépris des aspirations profondes et en violation des droits les plus élémentaires de la majorité de la population soumise depuis lors à un régime de terreur.

177. Il est sans contredit que le prétendu règlement interne du 3 mars 1978 n'est qu'une mascarade et un sinistre complot contre le peuple du Zimbabwe. Quant au plan anglo-américain¹¹ préconisant le transfert pacifique du pouvoir à la majorité par voie de négociation, nous avons eu l'occasion de dire en son temps notre intérêt pour une telle solution impliquant nécessairement de la part des parties une volonté ferme de négocier en toute bonne foi.

178. Mais nous avons toujours été sceptiques sur les chances d'un dialogue honnête et constructif avec ceux qui gouvernent à Salisbury et à Pretoria et dont les arrière-pensées esclavagistes n'échappent plus à personne.

179. La volte-face de l'Afrique du Sud envers le plan des cinq puissances occidentales¹² pour un règlement de la question namibienne en est un témoignage supplémentaire particulièrement significatif. En rejetant le rapport de notre secrétaire général¹³, l'Afrique du Sud vient d'infliger un nouvel affront à la fois aux cinq puissances, au Conseil de sécurité et à la communauté internationale tout entière.

180. C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui total à la lutte de libération que mène le peuple zimbabwéen sous la direction du Front patriotique dont les harcèlements et l'action héroïque ne cessent d'acculer le régime en place aux abois. Cette situation, désespérée pour Ian Smith, explique l'agressivité croissante des fascistes de Salisbury alliés à ceux de Pretoria dans l'organisation des massacres des populations civiles des Etats africains voisins.

181. Pour nous, il n'y a pas de doute, les peuples africains ne tarderont plus à recouvrer dans cette région leur dignité et leur souveraineté et à instaurer des régimes démocratiques où régneront la liberté, la concorde et l'égalité raciale.

182. Si notre continent a accueilli avec un préjugé favorable le plan des cinq puissances occidentales, membres du Conseil de sécurité, pour un règlement pacifique du problème namibien, c'était, nous l'avions souligné, en raison de la qualité de ses auteurs.

183. Nous sommes convaincus que ceux qui ont assumé la lourde responsabilité de faire adopter ce plan par le Conseil de sécurité n'accepteront pas d'exposer leur crédibilité au doute de l'opinion internationale. Les arguties et les subterfuges derrière lesquels se réfugie le Gouvernement sud-africain ne trompent personne. Le but du régime de Pretoria en s'opposant à l'avènement, en Namibie, du gouvernement de la majorité, a toujours été de maintenir son emprise sur ce territoire international, et son action

tend à y instaurer un régime pseudo-indépendant, dominé par ses hommes de main de l'Alliance démocratique de Turnhalle.

184. Le Cameroun se félicite de la résolution 435 (1978) aux termes de laquelle le Conseil de sécurité adopte le rapport du Secrétaire général et crée un groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en vue d'assurer dans un proche avenir l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies.

185. Nous avons pris note avec satisfaction de l'intention affirmée des cinq puissances de veiller à la mise en application de ladite résolution.

186. Il est évident que, si Pretoria devait continuer à s'opposer au plan occidental en s'entêtant dans son rejet du rapport du Secrétaire général, il conviendrait dès lors que le Conseil en tirât toutes les conséquences logiques en recourant aux dispositions pertinentes de la Charte. Notre organisation a déjà reconnu que la politique d'*apartheid* est un crime contre l'humanité et qu'elle constitue une menace grave à la paix et à la sécurité internationales.

187. Quelle situation mériterait davantage l'application du Chapitre VII ?

188. Le Cameroun estime qu'il est d'ores et déjà de la plus grande urgence que des sanctions sévères, et en premier lieu un embargo pétrolier strict, soient prises et appliquées contre l'Afrique du Sud afin de l'amener à résipiscence.

189. Le Cameroun réaffirme son appui total à la noble lutte que mène le peuple namibien sous la conduite de son représentant authentique, la SWAPO, pour parvenir à son indépendance réelle, dans le respect de son unité et de l'intégrité de son territoire, incluant Walvis Bay.

190. En cette veille de célébration solennelle du trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et en dépit de l'oeuvre éminemment appréciable déjà accomplie par notre organisation pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales, la décolonisation et la coopération économique entre les Etats, la persistance du colonialisme et de la discrimination raciale, la violation systématique et institutionnalisée des droits de l'homme en Afrique australe, les inégalités économiques génératrices de tensions et qui maintiennent encore la grande majorité de l'humanité dans un état de misère chronique, les égoïsmes tenaces des Etats nantis, tous ces facteurs prouvent à l'évidence que la tâche dévolue à notre organisation reste immense.

191. Les transformations majeures intervenues dans la société internationale depuis la seconde guerre mondiale avec l'émergence des jeunes Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le développement des techniques dans tous les domaines, la planétarisation des alliances militaires et des conflits, l'aspiration profonde de tous les peuples aux idéaux de paix et de justice, l'accentuation de la prise de conscience de notre communauté de destin, autant de données qui nécessitent la libéralisation et la démocratisation des relations internationales, afin que tous les Etats, les plus grands comme les plus petits, les plus forts

¹¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1977*, document S/12393.

¹² *Ibid.*, trente-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1978, document S/12636.

¹³ *Ibid.*, Supplément de juillet, août et septembre 1978, document S/12827.

comme les plus faibles, les plus riches comme les plus pauvres, œuvrent de concert pour la sauvegarde et le renforcement de ce bien commun supranational dont la paix, la sécurité collective et le bien-être de tous les peuples constituent les éléments déterminants.

et que ses responsabilités d'action soient accrues pour en faire le régulateur permanent et dynamique de nos intérêts communs, conformément aux principes et objectifs définis par la Charte.

192. Une telle transformation implique que l'Organisation des Nations Unies puisse jouer un rôle de tout premier plan

La séance est levée à 13 h 30.